

Unité inter-départementale Gard-Lozère
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex

Mende, le 21/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS Llorens TP

Combe les airs près du Col des Tribes
48190 Mont Lozère et Goulet

Références :

Code AIOT : 0006602121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement SAS Llorens TP implanté Combe les airs près du Col des Tribes 48190 LE BLEYMARD 48190 Mont Lozère et Goulet.

L'inspecteur n'est pas parvenu à joindre l'exploitant par téléphone, qui n'a pas répondu au courriel d'annonce de la visite d'inspection. L'inspecteur s'est rendu aux abords du site le 10 octobre 2024 et n'y a pas rencontré l'exploitant.

Un échange a eu lieu suite à la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Llorens TP
- Combe les airs près du Col des Tribes 48190 LE BLEYMARD 48190 Mont Lozère et Goulet
- Code AIOT : 0006602121 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Société des carrières lozériennes exploite la carrière à ciel ouvert sise au lieu-dit "Combe les airs", de laquelle elle extrait de la roche calcaire à l'aide d'explosifs et d'engins mécaniques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières

- Matériels abandonnés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Le site ne semble pas avoir été exploité récemment (notamment, très faible volume de stocks de granulats partiellement recouvert de végétation). L'exploitant indique - suite à la visite - que l'activité a été très réduite ces deux dernières années et que des discussions sont en cours pour un changement d'exploitant de la carrière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Modalités d'actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 1.10.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
2	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8. Dans le cadre de cette procédure, une mise en demeure de fournir lesdites garanties est proposée à Monsieur le préfet.


La présence sur site d'installations obsolètes et vraisemblablement hors d'usage, qui avaient fait l'objet d'une demande d'évacuation lors de la précédente visite d'inspection réalisée en 2019, constitue une non-conformité qui fait également l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités d'actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 1.10.2.3
Thème(s) : Risques accidentels - garanties financières
Prescription contrôlée : Avant l'issue de chaque période quinquennale, le montant de la période quinquennale suivante, tel que défini ci-dessus [à l'article 1.10.2.2] à la date d'autorisation, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 ainsi que de la TVA suivant les modalités de l'arrêté ministériel du 9 février 2004. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Constats : La demande de renouvellement des garanties financières adressée par l'inspection des installations classées par courriel du 25/07/2024 n'a pas fait l'objet d'une réponse de l'exploitant. L'acte de cautionnement des garanties financières est échu depuis le 10 septembre 2024. L'exploitant n'a pas fourni de nouvel acte de cautionnement des garanties financières. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 1.10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fourni un acte de cautionnement des garanties financières dont le montant, actualisé selon l'indice TP01 en vigueur, correspond à la phase d'exploitation en cours. Le détail du calcul du montant des garanties est à transmettre à l'inspection des installations classées. Comme prévu à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, dans le cadre de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du même code, un arrêté de mise en demeure est proposé à Monsieur le préfet.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois

N° 2 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques - installations de traitement
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : L'installation de traitement des matériaux présente d'importants signes d'usure. Ce matériel avait déjà été considéré obsolète lors de la précédente visite d'inspection, réalisée en 2019 et suite à laquelle il avait été demandé à l'exploitant de faire procéder à son évacuation par un repreneur agréé. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois